
ALLIANCE F - FAÏTIÈRE DES ORGANISATIONS
FÉMININES DE SUISSE

RAPPORT ANNUEL 2022



<http://alliancef.ch> / Länggassstrasse 10 / 3012 Bern / office@alliancef.ch

EDITORIAL 2022

Compte-rendu des coprésidentes

Chères membres, chères femmes,

L'année politique 2022 a été assombrie par des crimes internationaux contre l'humanité. Le 24 février 2022, les troupes russes ont commencé à envahir l'Ukraine. La guerre offensive menée par la Russie se poursuit dans une escalade de dureté et de destruction. En Iran, la mort de Jina Mahsa Amini, provoquée le 16 septembre par des violences policières, a déclenché des protestations contre le gouvernement autoritaire, qui les réprime avec une violence brutale et constante. alliance F a manifesté sa solidarité avec les personnes concernées à plusieurs reprises. La lutte contre des rapports équitables entre les genres est au cœur du poutinisme et d'autres mouvements religieux ou de droite. La politique (extérieure) féministe est donc une réponse essentielle à ces attaques contre nos droits.

En Suisse, l'année qui a suivi l'historique Session des femmes a été l'occasion d'augmenter la cadence pour que les revendications entièrement légitimes des femmes soient mises en œuvre. Les forts moments-clé de l'année 2021, année du jubilé du droit de vote et d'éligibilité des femmes, nous ont également accompagnées et motivées en 2022. Le bilan est éloquent ! La moitié des 23 pétitions déposées à l'époque ont été traitées ou sont du moins en bonne voie de l'être. La Session des femmes a permis de mettre durablement en contact des politiciennes et a encouragé plusieurs femmes à se lancer dans une carrière politique, ce qui est particulièrement réjouissant dans le contexte des élections fédérales de 2023. Nous souhaitons à toutes les candidates beaucoup de courage et de succès et espérons que la proportion des femmes au Conseil national et au Conseil des États augmente. À cette fin, Helvetia appelle ! a lancé les paris pour une meilleure démocratie avec tous les président·e·s de parti, un an avant les élections : tou·te·s les président·e·s de parti nationaux se sont déclaré·e·s prêt·e·s à nommer davantage de femmes à des places prometteuses sur les listes. Cela nous rend confiantes.

L'année précédant la fin de la 51e législature, le programme de législature pour l'égalité devait également avancer. Grâce à l'engagement de longue date des femmes d'alliance F, ce programme est sur la bonne voie :

- **Accueil extra-familial des enfants** : un projet de loi concret pour un financement plus accessible de l'accueil extra-familial des enfants est sur la table : la Confédération a l'intention de participer aux contributions des parents pour l'accueil extra-familial et d'inciter les cantons à faire de même.
- **Imposition individuelle** : l'initiative populaire visant à introduire l'imposition individuelle a abouti. En décembre, le Conseil fédéral a mis en consultation le message sur l'introduction de l'imposition individuelle.

EDITORIAL 2022

Compte-rendu des coprésidentes

- **Réforme de la prévoyance professionnelle** : le dossier passera à la vitesse supérieure lors de la session de printemps 2023. Les femmes, s'unissant au-delà des frontières de partis, demandent depuis plus de 35 ans la suppression de la déduction de coordination fixe, afin que le travail à temps partiel et les petits revenus soient mieux assurés.
- **Seul oui est un oui** : pour la révision du droit pénal en matière sexuelle, après l'approbation du Conseil national, la solution du consentement est dans le domaine du possible après l'acceptation du Conseil national.

2022 n'a pas été une année facile pour faire progresser l'égalité, après la pandémie de Covid-19. Au classement de l'égalité du World Economic Forum, la Suisse a perdu trois places. Avec la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, les questions de politique de sécurité sont passées au premier plan au Parlement. La crise énergétique en Europe a occupé tous les esprits, la décision du peuple d'augmenter l'âge de la retraite des femmes a menacé de diviser les femmes en Suisse et le droit à l'avortement a été remis en question dans de nombreux pays, dont la Suisse. En plus de cela, le Tribunal fédéral a rendu un arrêt décevant, interdisant de facto aux femmes parlementaires d'exercer leurs droits démocratiques. Selon le Tribunal fédéral, si une femme parlementaire participe à une séance du conseil auquel elle est élue, son congé maternité est considéré comme terminé et elle perd son allocation. Notre appel obstiné contre ce jugement incompréhensible a néanmoins porté ses fruits : la Commission juridique du Conseil des États envisage de modifier la loi pour que les politiciennes ne doivent plus, à l'avenir, faire de pause politique forcée après avoir accouché.

Simone de Beauvoir disait avec justesse : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. ». Grâce aux partenariats et aux alliances qu'alliance F entretient depuis plus de 100 ans, nous avons pu, cette année encore, obtenir des succès pour l'égalité et regarder l'avenir avec un optimisme tenace. Car lorsque les femmes s'unissent, elles peuvent faire bouger beaucoup de choses. Il n'y a pas de répit, nous ne lâchons rien !

Cordiales salutations, les coprésidentes



Maya Graf, Conseillère aux États



Kathrin Bertschy, Conseillère nationale

2022 EN CHIFFRES

6 PÉTITIONS

ONT ÉTÉ ADOPTÉES PAR LE PARLEMENT LORS DE LA SESSION DES FEMMES 2021

5 PÉTITIONS

DE LA SESSION DES FEMMES 2021 SONT SUR LE BON CHEMIN

2'500 PERSONNES

SOUTIENNENT LA PETITION POUR LES DROITS POLITIQUES PENDANT LE CONGÉ MATERNITÉ

112'679 SIGNATURES

ONT ÉTÉ DÉPOSÉES POUR L'INITIATIVE EN FAVEUR DE L'INTRODUCTION DE L'IMPOSITION INDIVIDUELLE

7 PRÉSIDENT·E·S DE PARTI

ONT LANCÉ LES PARIS SUR UNE MEILLEURE DÉMOCRATIE AVEC HELVETIA

35 ANS

C'EST LE TEMPS QUE LES FEMMES ONT PASSÉ À DEMANDER LA SUPPRESSION DE LA DÉDUCTION DE COORDINATION FIXE DANS LA PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE.

99 VOIX

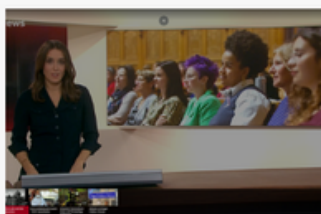
ONT DIT OUI AU CONSEIL NATIONAL À LA SOLUTION DU CONSENTEMENT DANS LE DROIT PÉNAL EN MATIÈRE SEXUELLE

20 PROZENT

LA PART QUE NOUS ESPÉRONS VOIR VERSÉE PAR LA CONFÉDÉRATION AUX CONTRIBUTIONS POUR LES CRÈCHES

ALLIANCE F DANS LES MÉDIAS :

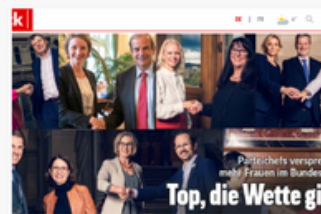
HIGHLIGHTS 2022



10vor10: SRF berichtet über die Bilanz zur Frauensession
27.10.2022



«Wir haben eine andere Rolle, als wütend zu sein» – das grosse Interview zu AHV-Graben, BVG-Reform und Frauenwahl 2023 - Aargauer Zeitung
10.10.2022



Parteiarchs versprechen mehr Frauen im Bundeshaus Top, die Wette gilt! - Blick
30.09.2022



Parité homme-femme à Berne en 2023? Alliance F lance sa grande opération - Le Temps
29.09.2022



Wette für Wahlen 2023 - «Helvetia ruft»: Parteipräsidien wollen mehr Frauen im Parlament - 10vor10
29.09.2022



Abschaffung der Heiratsstrafe – Initiative für Individualbesteuerung eingereicht
08.09.2022



Hassrede im Internet: Wo die Meinungsfreiheit endet - Beobachter
14.04.2022



Bundesgericht verpasst Chance für Gleichstellung - SRF Tagesschau
04.04.2022



Corona-Radikalisierung: Die Analyse - SRF Einstein
25.03.2022

BILAN DE LA SESSION DES FEMMES 2021

I) La moitié des revendications sont déjà sur la voie du succès

Les 29 et 30 octobre 2021, le Palais fédéral était, pour la deuxième fois de son histoire, entièrement en mains des femmes. Lors de la Session des Femmes, 246 participantes élues de toute la Suisse ont débattu de plus de 70 objets et ont adopté au total 23 revendications.

Un an après, les organisatrices en tirent un bilan positif : parmi les demandes formulées dans les 23 pétitions, **six ont déjà été reprises par le Parlement fédéral, dans les deux chambres :**



La Session des Femmes a été organisée par alliance F, les Femmes protestantes en Suisse (FPS), l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF), le Dachverband Schweizerischer Gemeinnütziger Frauen (SGF), la Ligue suisse des femmes catholiques (SKF) et la Commission fédérale pour les questions féminines (CFQF).

Ainsi, le Conseil fédéral doit, à l'avenir, lancer régulièrement des campagnes de prévention contre la violence domestique, sexuelle et sexiste à l'échelle nationale et examiner la manière dont les universités et les hautes écoles spécialisées peuvent à l'avenir engager plus de chercheuses et chercheurs à temps partiel. En outre, davantage de personnes devraient pouvoir à l'avenir bénéficier d'une rente AVS plus élevée basée sur le travail de care qu'elles ont fourni.

En plus de cela, le Parlement a transmis des postulats demandant d'améliorer l'éducation sexuelle à l'école et d'augmenter la proportion de femmes dans les professions MINT. Une revendication visant à prendre en considération la perspective de genre dans la nouvelle stratégie de numérisation a également été transmise par le Parlement.

Cinq autres pétitions ont été adoptées par les commissions ou les premiers conseils : les deux pétitions relatives au programme national de recherche en médecine de genre sont sur la bonne voie. Le Conseil national a déjà clairement adopté les motions correspondantes, seul reste à

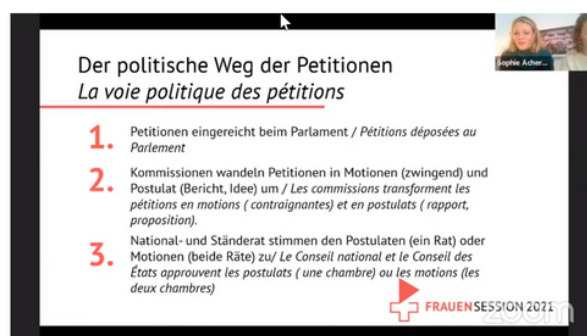
obtenir l'aval du Conseil des États. D'autres pétitions de la Session des Femmes ont été intégrées aux révisions législatives en cours : ainsi, le Conseil des États prévoit dans la réforme de la prévoyance professionnelle (LPP 21), par le biais d'une déduction de coordination fixée en pourcentage, les améliorations demandées pour les personnes employées à temps partiels et par celles qui cumulent plusieurs emplois. La loi pour un financement durable de l'accueil extrafamilial des enfants est également sur la bonne voie, la consultation étant déjà terminée. Le Conseil national a en outre décidé d'accéder à la demande de la Session des Femmes concernant la réglementation du consentement dans le cadre de la révision du droit pénal en matière sexuelle.

Ainsi, ce sont près de la moitié des 23 pétition pour l'égalité déposées par la Session des Femmes qui sont sur le point d'aboutir. Neuf des revendications sont encore pendantes et n'ont pas encore été traitées par les commissions.

Comme toujours, il y a également eu des pétitions qui n'ont malheureusement pas réussi à obtenir la majorité du conseil : trois revendications ont été rejetées par le Parlement ; le droit de vote des habitant-e-s, allouer un pourcentage fixe du PIB pour la violence spécifique au sexe ainsi que l'assujettissement du travail dans les ménages privés aux dispositions légales relatives au travail. Néanmoins, la Session des Femmes 2021 démontre, de manière

impressionnante comment, grâce à un large consensus dépassant les partis, des revendications peuvent être entendues, alors qu'elles étaient auparavant ignorées, purement et simplement, pendant des années. Une centaine de femmes ont, un an après, le 25 octobre, tiré le bilan de cette historique Session des Femmes, à l'occasion d'un événement virtuel.

Ici le lien pour la [Vidéo de l'évènement du bilan](#) :



Bilanz ein Jahr danach: Was hat die Frauensession 2021 erreicht?

OBJETS

I) Une erreur dans le système de caisses de pension savorde l'égalité dans la prévoyance vieillesse

En juin, les débats sur la réforme de la LPP ont été ajournés une première fois, puis à nouveau lors de la session d'automne en septembre. Mais à la fin de l'année, l'obstacle important a été franchi : le Conseil des États veut supprimer l'erreur de système que représente la déduction de coordination fixe dans la prévoyance professionnelle à CHF 17'000.00 de manière proportionnellement identique. Cela renforce la prévoyance des petits et moyens revenus ainsi que celle des personnes employées à temps partiel, à savoir en particulier les femmes.

La suppression de cette erreur de système est l'un des objectifs d'alliance F dans son programme de législature pour l'égalité et est demandée depuis les femmes et les politiciennes de presque tous les partis depuis plus de 35 ans – la dernière revendication en date à ce sujet ayant été exprimée à la Session des Femmes 2021. La déduction de coordination fixe est aujourd'hui responsable dans une très large mesure du fait que les petits revenus, les emplois à temps partiel et le cumul d'emploi soient très mal assurés pour la retraite.

Les retraitées reçoivent en moyenne près de CHF 20'000.00 de rente en moins que les hommes – cette différence si élevée n'est pas leur responsabilité, mais résulte bel et bien du système mis en place.

- Les personnes qui travaillent à temps partiel pour s'occuper de leurs enfants ou de leurs proches, celles qui ont un bas revenu ou qui cumulent plusieurs emplois, de même que les couples qui se répartissent l'activité professionnelle et le travail familial sont véritablement pénalisés dans la prévoyance professionnelle à cause de la déduction fixe du revenu.
- L'inégalité salariale, les bas revenus et le travail à temps partiel touchent plus fréquemment, et donc plus que la moyenne, les femmes. Elles sont souvent dans une situation financière défavorable lorsqu'elles atteignent l'âge de la retraite et doivent percevoir des prestations complémentaires. C'est une situation honteuse et systémique.

Les délibérations sur la réforme de la LPP se poursuivent en 2023. Nous espérons que cette mesure de réforme judicieuse, bien fondée et qui aurait dû être mise en place depuis des décennies, sera enfin confirmée par le Parlement.

II) Imposition individuelle : ça avance

Comme l'avait demandé alliance F dans son programme de législature pour l'égalité 2020, l'Assemblée fédérale a complété le programme de législature 2019-2023 par un message sur l'introduction de l'imposition individuelle. L'imposition individuelle était l'une des revendications de la Session des Femmes 2021, pour que les couples (mariés) imposés en commun en Suisse ne soient enfin plus pénalisés par rapport aux concubins imposés individuellement. La « pénalisation du mariage » a en effet pour conséquence une plus forte imposition du deuxième revenu.

Dans 90 % des ménages, le revenu des femmes est concerné. Leurs revenus sont plus bas, parce qu'elles travaillent plus souvent à temps partiel, sont discriminées par l'inégalité salariale et que les salaires plus bas sont surreprésentés dans les professions typiquement féminines. La taxation commune pousse les mères, en tant que deuxième revenu, à réduire leur activité professionnelle. L'introduction de l'imposition individuelle induit des incitations à l'activité professionnelle et permet d'atténuer également la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

En 2022, le mouvement s'est enfin mis en marche : l'initiative populaire fédérale « Pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil », lancée par le PLR Femmes et soutenue interpartis, a été remise avec 112'679 signatures valables à

la Chancellerie fédérale à Berne en septembre. En outre, le Conseil fédéral a ouvert fin 2022 la procédure de consultation sur la loi fédérale sur l'imposition individuelle.



*Le comité d'initiative lors de la remise des 112'679 signatures à la Chancellerie fédérale en septembre 2022.
© Verein Individualbesteuerung*

III) Le Tribunal fédéral confirme la discrimination des femmes parlementaires en congé maternité

En mars, le Tribunal fédéral a rendu un jugement décevant : il est de facto interdit aux femmes parlementaires en congé maternité d'exercer leurs droits démocratiques. Si elles participent à une séance du Conseil auquel elles sont élues, le congé maternité est considéré comme terminé et elles perdent leurs allocations. Pour alliance F, cette décision est extrêmement problématique du point de vue de la politique nationale et choquante du point de vue de la politique en matière d'égalité.

Il est insoutenable et inadmissible que des femmes parlementaires soient contraintes, dans une démocratie, de choisir entre l'exercice de leurs droits politiques et leurs revenus, simplement parce qu'elles sont devenues mères.



Les femmes politiques locales, comme Nora Ernst de Winterthur, sont particulièrement touchées par l'inégalité de traitement encore en vigueur.

En réaction à cet arrêt du Tribunal fédéral, alliance F a lancé une pétition contre la discrimination des mères en politique, soutenue par plus de 2'500 personnes.

Il s'avère maintenant que l'appel tenace a porté ses fruits : la Commission juridique du Conseil des États envisage une modification de la loi, pour que les politiciennes ne soient plus obligées de faire une pause politique forcée à l'avenir. Il était temps.

Quelle est la suite ? La Commission a ouvert la procédure de consultation en novembre. Indépendamment de la

volonté de la Commission juridique du Conseil des États de supprimer la discrimination des mères politisées, alliance F a porté cet arrêt qui semble sorti d'un autre temps devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg.

IV) Des crèches meilleures et moins chères pour l'égalité des droits

La Suisse est un pays en développement en ce qui concerne la possibilité d'accéder financièrement à l'accueil extrafamilial des enfants, en particulier pour les familles de la classe moyenne. Elle figure parmi les derniers pays aux classements de l'OCDE. Pourtant, l'accueil extrafamilial des enfants est d'une importance capitale pour l'économie et la société : il permet aux parents d'exercer une activité professionnelle supplémentaire et de faire carrière. Quant aux enfants, leur niveau de formation s'améliore. Parallèlement, l'accueil constitue une contribution importante au développement de l'égalité des chances. L'économie dans son ensemble en profite avec une dynamique du PIB toujours en augmentation. Si les problèmes actuels sont réduits, il est possible de s'attendre à des effets significatifs sur l'emploi.

La Confédération fournit aujourd'hui une incitation financière, limitée dans le temps, mais prolongée à plusieurs reprises entre-temps. Ce programme incitatif d'aides financières pour l'accueil

extra-familial des enfants était initialement précieux, mais ne convient pas comme solution durable. L'année dernière, alliance F s'est donc engagée avec détermination, en collaboration avec des organisations partenaires et les groupes de femmes des différents partis, pour transformer cette incitation financière en une solution durable. Lors de la consultation, nous avons exigé que la Confédération paie au moins 20 % des tarifs des crèches pour les parents.

Le projet de notre prise de position a également été soumis par nos organisations membres à des dizaines de reprises. Nous les en remercions vivement. La commission compétente a ensuite repris notre demande en automne et exige également une participation de la Confédération à hauteur de 20 % des tarifs. Quelle suite attendre ? Le Conseil national se prononcera sur cet objet central pour l'égalité lors de la session de printemps 2023, puis le Conseil des États, probablement lors de la session d'été. alliance F continue à s'engager pour que le financement prévu ne soit pas réduit, car cette revendication est d'une importance primordiale pour permettre aux femmes d'exercer une activité professionnelle qui leur assure un revenu suffisant.

I) Le consentement comme condition au sexe : le Conseil national demande un droit pénal moderne en matière sexuelle

En décembre, le Conseil national a saisi la chance qui lui était donnée d'inscrire la solution du consentement (« Seul un oui

est un oui ») dans le droit pénal en matière sexuelle. Le Conseil national corrige ainsi, espérons-le, la décision du Conseil des États qui, l'été dernier, n'a pas réussi à amorcer un changement de paradigme dans la révision du droit pénal en matière sexuelle. Le Conseil des États s'était prononcé en faveur de la variante du refus (« Non c'est non ») dans la définition du viol. Cela signifie que l'on attendrait des victimes qu'elles refusent un acte sexuel non désiré pour qu'il soit punissable en tant que viol.

C'est certes un pas de géant par rapport au principe actuel de la contrainte, mais cela ne va pas assez loin, car la variante du refus ne tient pas compte du fait que les personnes concernées ne sont souvent pas en mesure d'exprimer verbalement leur refus.

Le Conseil national répond ainsi à l'appel d'alliance F et de nombreuses autres organisations de femmes. Nous nous sommes engagées pendant 2022 pour la solution du consentement par des publications dans les médias sociaux, lors de nombreux entretiens directs avec des politiciennes et politiciens et dans le cadre d'une pétition. En 2021, la session des femmes avait en outre exigé l'application du principe du « seul un oui est un oui » dans le droit pénal en matière sexuelle. L'année prochaine, l'enjeu sera de taille : le Conseil des États reviendra-t-il lui aussi sur sa position dépassée ? Si tel est le cas, la Suisse disposera peut-être bientôt d'un droit pénal en matière sexuelle moderne et adapté à notre époque.

PROJETS



Helvetia vous appelle !, fait un pari, et se penche sur les élections fédérales de 2023

Helvetia vous appelle ! – pour plus de femmes dans la politique suisse – a été lancée en 2022. Soutenue par une large alliance de porteuses de projet (Conseillères aux États et Conseillères nationales) issues de tous les partis représentés au Parlement, l'initiative, sous l'égide de l'alliance F, s'est penchée sur les élections de 2023. Le projet est porté par les politiciennes suivantes :

Céline Amaudruz (Conseillère nationale, UDC GE), Marina Carobbio (Conseillère aux États, PS TI), Jaqueline de Quattro (Conseillère nationale, PLR VD), Maya Graf (Conseillère aux États, Les Verts BL), Diana Gutjahr (Conseillère nationale, UDC TG), Min Li Marti (Conseillère nationale, PS ZH), Lisa Mazzone (Conseillère aux États, Les Verts GE), Marie- France Roth Pasquier (Conseillère nationale, Le Centre FR), Lilian Studer (Conseillère

nationale, PEV AG), Susanne Vincenz-Stauffacher (Conseillère nationale, PLR SG) und Kathrin Bertschy (Conseillère nationale, PVL BE).

Cela garantit un projet non partisan, crédible et mis en œuvre. Avec son plan en trois points qui a fait ses preuves (empowerment, mentorat, grand classement des partis politiques), Helvetia vous appelle ! veut à nouveau augmenter le nombre de femmes responsables politiques en Suisse en octobre 2023 et contribuer ainsi à améliorer la démocratie. Grâce à son engagement à la fois têtue et joyeux, Helvetia vous appelle ! a influencé de manière déterminante l'issue des élections fédérales de 2019 et est restée dans la course depuis lors grâce à sa tournée dans les cantons.

Avec l'événement de lancement le 29 septembre 2022 à Berne, Helvetia vous appelle ! 2023 a été lancée avec succès. Des discours enflammés et émouvants de l'ancienne Conseillère fédérale Ruth Dreifuss, de la correspondante de SRF Europe de l'Est Luzia Tschirky et de la Conseillère d'État Esther Keller (Bâle-Ville) ainsi que la merveilleuse musique de Sophie Hunger ont enthousiasmé les 300 femmes présentes dans la salle. L'énergie chaleureuse, engagée et entreprenante de la salle était unique l'émission (en allemand) 10vor10 en donne une idée.

Juste à temps pour le lancement, et donc environ un an avant les prochaines élections d'octobre 2023, Helvetia, la mère du pays, a invité les président.e.s des partis de tous les groupes représentés au Parlement à conclure avec elle « [Le grand pari d'Helvetia pour une meilleure démocratie.](#) »

Pourquoi cette idée d'Helvetia ? C'est très simple : QUI décide quelles candidates entrent en lice, et à partir de quelle place de départ ? Les partis politiques ! Ce sont eux qui influencent de manière décisive si, à l'avenir, davantage de femmes participeront à la conception des lois suisses ou non. Le jour de leur assemblée générale, les partis cantonaux scellent les listes électorales et permettent ou empêchent ainsi les femmes de rattraper leur retard. Le lendemain de la manifestation de lancement, le Blick titrait dans son édition papier du 30 septembre « Top, le pari des femmes est relevé ».



Helvetia vous appelle ! adresse en outre une lettre personnelle à tous les membres des organes responsables des listes des sections cantonales des partis pour les inciter à donner aux femmes autant de chances qu'aux hommes de figurer sur les listes électorales. Dans ces courriers, Helvetia vous appelle ! indique qu'un rating sera rendu public et les renvoie à ce titre aux paris (à gagner) de leurs présidences de parti sur la proportion des femmes élues.

En outre, Helvetia vous appelle ! a évalué, dans le cadre d'une vaste analyse de données, la représentation des femmes de chaque parti représenté dans chaque conseil de chaque canton de Suisse depuis 1971. Sur la base de ces données en

plusieurs éléments, 750 lettres ont déjà été envoyées au cours des dernières semaines, et donc à temps avant les événements de nomination, et 1500 lettres seront envoyées d'ici le printemps. Ce n'est qu'avec de nombreuses et bonnes places sur les listes que les femmes pourront être effectivement plus élues, donc mieux représentées.

Dans le programme de mentorat de Helvetia vous appelle ! des spécialistes et des politiciennes expérimentées partagent gratuitement leurs connaissances et leurs expériences avec les candidates lors de cours du soir. Qu'il s'agisse de la prise de parole en public, du travail de relations publiques, du travail sur les médias sociaux et du discours de haine, ainsi que de la définition d'un programme politique individuel. Cet apport une préparation très appréciée à la campagne électorale à venir et, en cas d'élection réussie, à la fonction. En outre, les cours permettent de mettre en contact et en réseau la prochaine génération de politiciennes, au-delà des frontières des partis et des cantons. Le programme est proposé dans toute la Suisse en allemand et en français et est ouvert à toutes les femmes qui se présentent à une élection en 2023. Les participantes aux mentorats étaient issues de tous les partis, de 24 cantons et de toutes les régions linguistiques.

Un mois avant le jour des élections, en automne 2023, Helvetia tirera un bilan basé sur les ratings des sections de parti. À cette fin, Helvetia vous appelle !

examine la composition des listes des parties, vérifie le nombre de femmes placées sur les différentes listes et procède à une estimation des chances d'être élues.

Pour la mobilisation finale, une campagne engagée et amusante sur les médias sociaux est prévue, dans laquelle les électrices et électeurs seront informés de la manière dont davantage de femmes peuvent effectivement être élues. L'objectif de l'association Helvetia vous appelle ! est, dans le cadre de son action interpartis en faveur de la démocratie, d'attirer l'attention de larges cercles de la population sur l'importance de la représentation des femmes au Parlement de manière générale, et de garder ce thème autant que possible en haut des priorités au cours de l'année électorale grâce à une campagne ciblée.

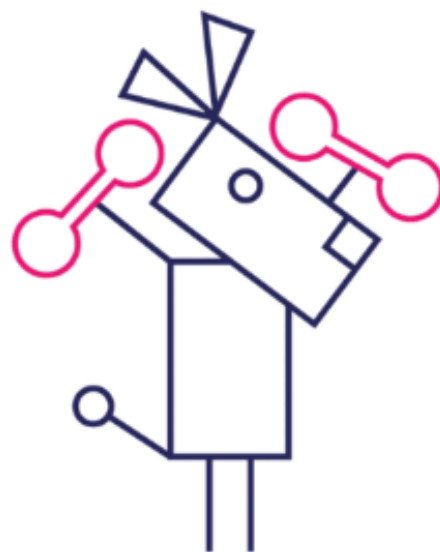


Stop Hate Speech : alliance F et l'EPFZ und die ETH Zürich créent la première fondation suisse pour le discours public sur Internet

En 2020, alliance F a lancé le projet Stop Hate Speech afin de reconnaître et d'étudier la haine sur le web et de développer des contre-stratégies efficaces. En collaboration avec l'EPFZ, l'Université de Zurich et une communauté de plus de 1200 bénévoles, un algorithme (Bot Dog) a été développé sur la base de plus de 420 000 commentaires, afin de détecter automatiquement les discours de haine. Plusieurs expériences de terrain ont en outre permis de tester et d'affiner des stratégies pour répliquer efficacement. Le projet a été rendu possible grâce au Fonds pionnier Migros.

Deux ans plus tard, le projet Stop Hate Speech contre la haine en ligne passe à la phase suivante : alliance F et l'ETH Zurich ont fondé la Public Discourse Foundation (PDF), qui se penchera plus largement sur le thème du discours en ligne et de ses effets sur la démocratie. La recherche et le renforcement du discours public sur Internet sont au centre de cette fondation. La fondation créée conjointement par alliance F et l'EPFZ commencera ses activités le 1er avril 2023.

Sophie Achermann, jusqu'ici directrice d'alliance F, devient directrice de la fondation. Nous lui souhaitons une bonne continuation et nous réjouissons déjà de poursuivre notre collaboration.



Check your salary : un nouvel élan pour la mise en œuvre de l'égalité salariale

Aujourd'hui encore, l'égalité salariale ne va pas de soi. Avec le projet Check your Salary, alliance F donne un nouvel élan au principe « un salaire égal pour un travail de valeur égale ». La nouvelle plate-forme en ligne renseigne de manière simple et accessible sur le thème de l'égalité des salaires et des chances. En parallèle, elle lance un mouvement d'entreprises tournées vers l'avenir qui s'engagent pour des salaires équitables. L'objectif : combler ensemble les écarts de salaire, et ce, le plus tôt possible. Fin 2022, près de vingt entreprises avaient déjà rejoint le mouvement. D'autres sont mobilisées en permanence, notamment par la campagne commune avec BPW Switzerland pour l'Equal Pay Day 2023.

Le mouvement Check your Salary devrait à l'avenir inciter en particulier les PME de moins de 100 employé.e.s à mettre en avant l'égalité salariale. La condition préalable est un contrôle des salaires avec Logib ou un autre outil d'analyse des salaires. Cinq distinctions différentes inciteront les entreprises à prendre d'autres mesures et à garantir l'égalité au travail à long terme.

<http://checkyoursalary.ch/fr>



ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION

122. Assemblées des Délégué·e·s

La 122e assemblée des délégué·e·s a eu lieu le 18 mars, présidées par les coprésidentes d'alliance F, la Conseillère aux États Maya Graf et la Conseillère nationale Kathrin Bertschy. La réforme de l'AVS était au centre des débats : alliance F demande avec fermeté une amélioration spécifique de la prévoyance vieillesse pour les femmes. Les membres sont également d'accord sur ce point. Elles divergent quant au fait de savoir si ces mesures doivent être adoptées avant l'introduction de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans, et sur la question de savoir si les mesures de compensation pour les générations de transition sont suffisantes ou trop faibles. Après avoir entendu Veronica Weisser (économiste et experte en prévoyance) et Gabriela Medici (secrétaire centrale des assurances sociales, USS), les membres et délégué·e·s ont décidé de laisser la liberté de vote par 64 voix contre 4 et 4 abstentions.



Le Comité d'alliance F de gauche à droite : Aurélie Friedli, Christina Bachmann-Roth, Susanne Vincenz-Stauffacher, Andrea Gisler, Hedi Luck, Vivianne Fankhauser-Feitknecht, Maya Graf, Kathrin Bertschy, la directrice Sophie Achermann, la comédienne de stand up Lisa Christ, Helen Issler

En outre, Christina Bachmann-Roth (Présidente de Le Centre Femmes Suisse) et Min Li Marti (Conseillère nationale PS/ZH) ont été élues au Comité, et les membres sortantes ainsi que la coprésidence ont été confirmées dans leurs fonctions pour deux années supplémentaires. Nous nous réjouissons de la collaboration avec le Comité et remercions Helen Issler, membre du Comité depuis de nombreuses années, pour son engagement.

Conférence des Présidentes

Les présidentes des organisations membres d'alliance F ont défini les priorités politiques de l'association pour l'année à venir lors de leur conférence annuelle du 22 novembre au Palais fédéral. Sur le fond, l'accent continue d'être mis sur la loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants, sur l'imposition individuelle, sur l'amélioration de la prévoyance vieillesse des personnes à bas revenus ou travaillant à temps partiel dans le deuxième pilier, ainsi que sur la solution du consentement dans le droit pénal en matière sexuelle. Les présidentes se sont en outre fixées d'ambitieux objectifs pour l'année électorale nationale : l'appel d'Helvetia doit résonner par-delà les frontières de partis et marquer le début d'une nouvelle année électorale pour les femmes.

Les personnes présentes ont exprimé leur solidarité avec les femmes et les hommes courageux en Iran et ont appelé à faire des dons en faveur des organisations présentes sur place.

La secrétaire d'État Livia Leu a donné un aperçu des coulisses du Département des affaires étrangères. Les thèmes abordés lors du passionnant échange avec cette diplomate expérimentée et chevronnée ont porté sur les défis posés par la guerre d'agression en Ukraine, la situation préoccupante des droits humains en Iran, les relations avec l'Union européenne et l'égalité entre les genres dans corps diplomatique. Un grand merci pour ce précieux échange !



La Conférence des Présidentes au Palais fédéral avec la Secrétaire d'État Livia Leu.

COMPTES ANNUELS 2022

Bilan au 31.12.2022

alliance F

en CHF

Désignation	Solde
ACTIF	
Actifs circulants	
Liquidités et titres	392'024.71
Créances résultant de livraisons et prestations	47'791.94
Autres créances à court terme	622.22
Actifs de régularisation	12'682.45
Total actifs circulants	453'121.32
Actifs immobilisés	
Placements financiers	114'747.43
Total actifs immobilisés	114'747.43
Total actif	567'868.75
PASSIF	
Capitaux de tiers à court terme	
Engagement financier à court terme, livraison, prestation	-30'223.70
Engagement financier à court terme	-397'800.00
Passifs de régularisation	-39'574.10
Total capitaux de tiers à court terme	-467'597.80
Capitaux de tiers à long terme	
Provisions à long terme	-51'000.00
Total capitaux de tiers à long terme	-51'000.00
Capital propre	
Capital de l'association	-67'576.90
Déficit de l'exercice	18'305.95
Total capital propre	-49'270.95
Total PASSIF	-567'868.75

Comptes de résultat 2022

alliance F

en CHF

Désignation	Solde
Projets d'utilité publique	
Revenus projets d'utilité publique	783'007.86
Charges projets d'utilité publique	843'698.09
Total projets d'utilité publique	-60'690.23
Activités associatives	
Recettes	
Cotisations des membres individuel-le-s	53'489.00
Cotisations des organisations	45'951.35
Parrainage, dons	113'340.54
Autres dons (tiers)	235'765.49
Donateurs et donatrices	17'777.35
Baisse de rendement, commissions	-17.56
Pertes sur débiteurs	-500.00
Charges assemblées des délégué-e-s	-6'757.35
Charges conférence des présidentes	-4'951.55
Total recettes association	454'097.27
Revenu projets politiques	86'209.37
Charges projets politiques	135'474.61
Total projets politiques	-49'265.24
Total activités associatives	404'832.03
Frais administratifs	
Charges de personnel	161'415.93
Charges de locaux	41'664.94
Charges véhicules/transports	10'553.05
Assurance de choses	753.00
Charges administration et informatique	70'922.90
Charges publicité	15'838.33
Résultat financier	16'032.75
Charges extraordinaires	45'266.85
Total frais administratifs	362'447.75
Total activités associatives	42'384.28
Déficit de l'exercice	-18'305.95

An die Generalversammlung des Vereins
alliance F
Bund Schweizerischer Frauenorganisationen
(Alliance de sociétés féminines suisses
Alleanza della società femminili svizzera)

Bericht der Revisionsstelle

Als gewählte Revisorinnen haben wir die Jahresrechnung (Bilanz und Erfolgsrechnung) des Vereins **alliance F** Bund Schweizerischer Frauenorganisationen für das am 31. Dezember 2022 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, diese zu prüfen.

Unsere Revision wurde so geplant und durchgeführt, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Sie umfasste hauptsächlich Befragung und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Verein vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderen Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht Gesetz und Statuten entspricht.

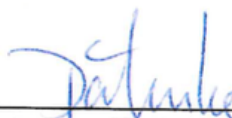
Aufgrund der Ergebnisse unserer Prüfung empfehlen wir, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

Wetzikon / Walchwil, 17. Februar 2023

Die Revisorinnen



Silvia Marti
Buchhalterin mit eidg. Fachausweis, MAS ECI



lic. iur. Susanne Pälme
Rechtsanwältin LL.M., MAS ECI, CFE

Maya Graf / Coprésidente, Conseillère aux Etats Verts/BL

Kathrin Bertschy / Coprésidente exécutive, Conseillère nationale PVL/BE

Christina Bachmann-Roth / Présidente Le Centre Femmes Suisse

Elisabetta Crolle / représente le Career Women Forum

Claudine Esseiva / Coprésidente BPW Switzerland

Vivian Fankhauser-Feitknecht / Membre de la commission fédérale de la prévoyance professionnelle

Aurélie Friedli / Membre du comité de la CLAFG

Andrea Gisler / Membre de la Commission fédérale pour les questions féminines

Manuela Kocher / Présidente de Worben, Association suisse des infirmières et infirmiers ASI

Min Li Marti / Conseillère nationale PS/ZH

Hedi Luck-Fasciati / Netzwerk Tessin

Rosmarie Quadranti / Présidente de la Frauenzentrale Zurich, anc. Conseillère nationale

Susanne Vincenz-Stauffacher / Conseillère nationale PLR/SG, Présidente PLR-Femmes Suisse



Sophie Achermann / Directrice générale

Morgane Bonvallat / Collaboratrice Stop Hate Speech

Simone Eymann / Responsable communication et campagnes

Jenny Mosimann / Collaboratrice Helvetia vous appelle !

Anne-Sophie Keller / Responsable communication et campagnes

Simon Preisig / Responsable communication et campagnes

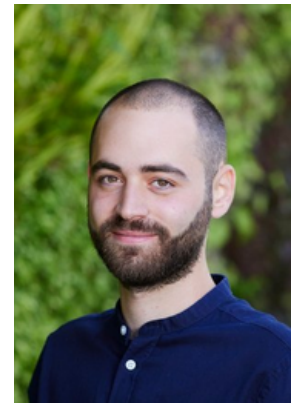
Saralena Rolli / Collaboratrice de projet, administration

Sasha Rosenstein / Collaborateur Stop Hate Speech

Agnes Schubert / Collaboratrice de projet Helvetia appelle !

Miriam Steffen / Collaboratrice de projet

Kathrin Bertschy / Directrice de projet Helvetia appelle !, Responsable communication et campagnes



Fin 2022, alliance F compte une centaine d'associations membres et plus de 1'000 membres individuel-le-s. L'année prochaine, alliance F représentera donc les intérêts de plusieurs centaines de milliers de femmes en Suisse.

Centres de liaisons des associations féminines

Frauenzentrale Aargau

Frauenzentrale Appenzell Ausserrhoden

Frauenzentrale Bern

Frauenplus Baselland

Frauenzentrale Glarus

Frauenzentrale Graubünden

Frauenzentrale Luzern

Frauennetz Kanton Schwyz

Frauenzentrale Solothurn

Frauenzentrale St. Gallen

Frauenzentrale Thurgau

Frauenzentrale Winterthur

Frauenzentrale Zug

Frauenzentrale Zürich

Frauenzentralen Schweiz

Centre de Liaison des Associations Féminines Genevoises CLAFG

Centre de Liaison des Associations Féminines Vaudoises CLAFV

Federazione Associazioni Femminili Ticino FAFTPlus

Partis

PDC Femmes Suisse

Die Mitte Frauen ZH

EFZ Evangel. Frauenbund ZH

Femmes du PEV Suisse

FDP Frauen ZH

PLR-Femmes Suisse

Réseau des femmes vert'libérales

Réseau femmes* Vertes

PS Femmes* Suisses

Organisations / Associations

AFCA VD - Association Femme et Carrière
dans l'Administration VD

AssocaALECSS - Association Latine des
Spécialistes en Santé Sexuelle

BFH Wirtschaft

BPW Club Bern

BPW Schweiz

BSJF Bund Schweizerischer Jüdischer
Frauenorganisationen

career women's forum

cfed – die feministische
Friedensorganisation

COMPAGNA Sektion Zürich

Créatrices.ch

EFZ - Evangel. Frauenbund ZH

FachFrauen Umwelt - Professionnelles En
Environnement ffu-pee

Fachstelle Zwangsheirat

Fondation equal-salary

Frauenverein Wädenswil

Gemeinnütziger Frauenverein SG

Helvetiarockt

Israelitischer Frauenverein Zürich

Jüdischer Frauenverein Bern

Jüdischer Frauenverein St. Gallen

Juristinnen Schweiz

Lesbenorganisation Schweiz LOS

Modell F - Verein

MWS Medical Women Switzerland

NEFU CH - Einfrau-Unternehmung

SAFFA-Bürgerschaftsgenossenschaft

SBK-ASI Schweizer Berufsverband der
Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner

Schweiz. Mode-Gewerbeverband

Schweizerische Gesellschaft Bildender
Künstlerinnen

Schweizerischer Hebammenverband

Schweizerischer Ingenieur- und
Architektenverein netzwerk frau und sia

Société de Morges

Soroptimist - International Club Basel

Soroptimist International Union
Schweiz

sportif{f}

Stiftung Erforschung der Frauenarbeit

Stiftung GFZ Gemeinnützige Frauen ZH

SVA -Schweiz Verband

Akademikerinnen

SVIN - Schweizerische Vereinigung der
Ingenieurinnen

SWAN - Swiss Women's Audiovisual
Network

TFOS - Tibet Frauenorg. CH
Verband Frauenunternehmen

Verband Frauenunternehmen

Verein Beratung u. Information zu
pränataler Diagnostik

Verein der Diplomatinen des EDA
(DIP)

Verein Leaderinnen Ostschweiz

Verein Wybernet

VIDUA Org. für Verwitwete - CH

WEFA

Womenbiz

Zonta Club Bern Ursa

Zonta Club Zürich

Zonta international - Union Intercity

Édition

alliance F

Länggassstrasse 10

3012 Bern

office@alliancef.ch

Photos de la Présidence, du Comité et de l'équipe

Franziska Rothenbühler, Yoshiko Kusano und Monika Flückiger

Photos de la Session des femmes 2021

Yoshiko Kusano und Monika Flückiger

Photos de couverture et photo de groupe des Présidentes

Simone Eymann (alliance F)

Traduction

Line Magnanelli

Texte et conception

alliance F
